Journal des anthropologues
Association française des anthropologues

90-91 | 2002
Monnaies : pluralités – contradictions

Le troc et le paradoxe de la monnaie

Barter and the Paradox of Currency

Jacques Sapir

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2306>

DOI : 10.4000/jda.2306

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2002

Pagination : 283-303

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Jacques Sapir, « Le troc et le paradoxe de la monnaie », *Journal des anthropologues* [En ligne], 90-91 | 2002, mis en ligne le 01 décembre 2003, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/2306> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.2306>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Journal des anthropologues

Le troc et le paradoxe de la monnaie

Barter and the Paradox of Currency

Jacques Sapir

- 1 Le développement du troc dans les échanges en Russie entre 1992 et 1998, et ce alors même que le rythme de l'inflation se stabilisait et descendait vers 10% par an, soulève un problème théorique majeur. L'interprétation traditionnelle du troc analyse son développement comme une réaction à une perte de confiance dans une monnaie, dans le cadre d'une hyper-inflation, poussant les agents à refuser cette monnaie comme moyen de paiement ou instrument d'épargne en raison du risque de perte de valeur de cette monnaie. C'est la situation que l'on rencontre lors des grandes crises hyperinflationnistes comme en Allemagne et en Autriche à la fin de la première guerre mondiale, ou plus récemment en Argentine au début des années quatre-vingt-dix. La situation observée en Russie après 1993 s'apparente à un contre-exemple. Dans un premier temps, le troc s'accroît rapidement alors que l'inflation baisse, et atteint son pic à la veille de la crise financière au début de l'été 1998 alors que l'inflation est à son niveau historiquement le plus bas depuis le début de la transition. Dans un deuxième temps, le troc se réduit fortement après la crise, et en particulier entre l'automne 1998 et l'été 2001, alors que, suite à la crise, le taux de l'inflation s'est significativement accru.
- 2 Il est incontestable que le rouble russe reste encore aujourd'hui peu attractif comme instrument d'épargne, comme l'indique le maintien d'une forte épargne en dollars (estimée à 50 milliards de dollars par la banque centrale). Cependant, ceci semble déconnecté de l'évolution du troc. L'usage du dollar comme réserve de valeur ne semble pas avoir substantiellement changé entre 1992 et 2002 alors que l'ampleur du troc a fortement varié comme on l'a indiqué, de 7% à plus de 50% des transactions interentreprises entre 1992 et 1998, pour se contracter sous les 25% en juin 2001.
- 3 Cette situation a provoqué un important, quoique tardif, débat. De nombreuses interprétations contradictoires ont été avancées pour tenter de donner un sens à une évolution qui semble invalider un point central de la théorie monétaire¹.
- 4 Les explications de nature fiscale, le troc serait une forme d'évasion fiscale, ne rendent pas pleinement compte non plus du phénomène. S'il est incontestable que des

transactions en troc peuvent être un moyen de frauder le fisc, on ne voit pas pourquoi le troc baisse bien avant les allègements fiscaux de 2000/2001.

- 5 L'explication par les termes de l'échange (le troc permet d'imposer des prix relatifs différents de ceux des échanges monétaires) serait cohérente avec une stabilité du troc, mais rend mal le processus de gonflement puis de rétractation. Elle implique de plus des hypothèses fortes sur les rapports de force clients-fournisseurs, qui si elles sont crédibles dans certains secteurs de l'économie russe le sont moins pour d'autres. Cette explication ne doit pas être rejetée, mais ne peut être considérée comme la seule susceptible de nous faire comprendre le processus observé. Poussée à l'extrême dans la thèse d'une « économie virtuelle » (Gaddy & Ickes, 1998), elle identifie le troc avec une stratégie de capture de la richesse de la part d'entreprises incapables de survivre. Cette interprétation extrémiste repose en réalité sur une incompréhension de la signification du concept de valeur ajoutée. Elle est par ailleurs incapable de rendre compte de la croissance enregistrée en Russie après 1998 (Sapir, 1998 et 2002 ; Woodruff, 2002).
- 6 Il semble donc nécessaire de prendre en compte d'autres possibles explications. Une analyse microéconomique, à partir du risque de transaction (risque de non-paiement ou de non-livraison) combiné avec un coût de transaction (comment trouver les conditions d'écoulement de produits hétérogènes) semble plus fructueuse. Cette analyse met en avant une hypothèse forte, celle de la pénurie de liquidité. Elle assimile alors le glissement vers le troc à une forme particulière de la loi de Gresham, l'instrument de moindre utilité évinçant le « bon » instrument devenu trop précieux pour être risqué en des transactions douteuses. Cette interprétation souligne alors le rôle des institutions qui encadrent les fonctionnements monétaires et sans lesquels la monnaie ne peut opérer. Elle conduit à une réflexion plus générale quant au statut de la monnaie dans une économie décentralisée.

I. Un modèle microéconomique

- 7 On présente ici un modèle microéconomique simplifié centré sur la perception par les différents protagonistes à une transaction de risques de défection du partenaire.
- 8 Soit la transaction de montant T .
- 9 Pour le fournisseur confronté au choix entre un client qui fait preuve de réticence dans sa volonté de régler une commande en monnaie et un client qui a priori ne présente pas cette réticence, le critère consiste à comparer les utilités de deux formes possibles de la transaction.
- 10 Soit u_{Tm} l'utilité de la transaction monétaire et u_{Tb} l'utilité de la transaction en troc.
- 11 Le fournisseur restera dans le cadre d'une transaction monétaire si : **(I)** $u_{Tm} > u_{Tb}$.
- 12 $u_{Tm} = aT - nT$ où (a) représente la préférence pour la forme liquide du moyen de paiement appliquée à la transaction T et (n) le risque d'impayé portant sur cette même transaction. Ceci revient donc à considérer que la préférence naturelle pour la liquidité est équilibrée par un risque de défaut, susceptible d'engendrer une utilité négative.
- 13 La préférence pour la liquidité dépend directement des anticipations faites par les agents sur la stabilité du cadre économique et financier (le niveau et la nature de l'incertitude en particulier) ainsi que du coût de cette liquidité, tel qu'il s'exprime dans les taux d'intérêts réels. Le risque d'impayé, qui peut être à chaque période statistiquement estimé, dépend

quant à lui à la fois du degré de contrainte de la politique monétaire et du degré d'application des règles légales qui – normalement – organisent le cadre des transactions. La question de la « confiance » est ici centrale, et cette confiance renvoie à l'existence (ou l'inexistence) d'un cadre institutionnel (Marin, 2000).

- 14 On doit cependant souligner que des interactions importantes existent entre la dimension légale et sociologique de la confiance et la politique monétaire. A niveau égal de fonctionnement des institutions juridiques, un niveau plus élevé de la contrainte monétaire peut déplacer l'estimation du risque que fait l'agent. On est ici en présence d'effets de seuils, effets accentués par la possibilité ou non de répartir le risque sur un nombre élevé de transactions, qui sont susceptibles de provoquer des basculements brutaux dans la représentation des risques de non-paiement. Ainsi, un agent se livrant sur une période donnée (le mois ou la semaine) à un nombre élevé de transactions d'un faible montant a-t-il plus de possibilités d'établir une évaluation sur base statistique du risque de non-paiement qu'un agent ne se livrant qu'à un nombre faible de transactions dans la même période. On constate immédiatement un intéressant phénomène d'asymétrie cognitive. L'agent qui peut le mieux évaluer le risque de non-paiement est aussi celui pour lequel ce risque a l'impact le plus faible (vu le montant de la transaction). Inversement, l'agent qui dispose du nombre le plus faible d'éléments d'évaluation est aussi celui pour lequel le risque est le plus dangereux. Si on peut admettre que le premier de ces deux agents aura un comportement de calcul, avec un comportement qui n'est que progressivement influencé par le risque, il faut reconnaître que pour le second agent son comportement relèvera nécessairement de la règle heuristique : il « croit » ou « ne croit pas » en un accident de paiement et se comporte en conséquence.
- 15 $uTb = nT - cT$ où (c) représente le coût de transaction d'un règlement en troc.
- 16 On considère ici que le coût de transaction peut être équilibré par la probabilité du défaut en monnaie. On voit d'ailleurs immédiatement qu'il n'y a pas de raison de supposer une utilité du troc positive si le risque de défaut de paiement était nul, ce qu'il n'est jamais dans une économie réelle.
- 17 La valeur de (c) est inversement proportionnelle à la durée dans le temps des contacts entre l'entreprise considérée et ses clients et fournisseurs habituels. Un agent qui contracte sans cesse avec de nouveaux partenaires doit à chaque fois renouveler ses connaissances sur le comportement de ces derniers et sur leurs préférences. Dans une telle situation, (c) est élevé. Par contre, plus les routines de transaction sont fortes et plus faible est (c).
- 18 On considère en effet que les coûts de transaction du troc dépendent des difficultés à obtenir un cadre multilatéral permettant d'obtenir les biens dont l'agent a besoin. Ces difficultés sont logiquement inversement proportionnelles au nombre de transactions qui se déroulent sous cette forme ainsi qu'à l'ancienneté de ces relations. Cette hypothèse correspond aux données existantes sur le comportement des entreprises russes (voir Rozanova, 1998) montrant que le troc était d'autant plus élevé que les partenaires de l'entreprise étaient anciens.

Part du troc	Ancienneté de ses correspondants
Dans les transactions de l'entreprise (en %)	Mesurée par la part en 1997 de ceux d'entre eux avec lesquels l'entreprise était déjà en contact avant 1992 (en %)

Moins de 10	11
10 à 40	30
40 à 70	45
Plus de 70	63

- 19 (Source : Rozanova, 1998 : 99)
- 20 Dès lors : $UT_m > UT_b$ implique alors que $T(a-n) > T(n-c)$ et donc que : **(II)** $a+c > 2n$.
- 21 Dans une économie qui fonctionne de manière habituelle en réseau (pour des raisons techniques comme pour des raisons culturelles et anthropologiques), (c) tend vers 0 et (II) tend vers $a > 2n$.
- 22 On ne développe pas ici sur les raisons qui peuvent conduire à des fonctionnements en réseau, mais on rappelle que ces raisons peuvent relever d'univers conceptuels différents. De fortes dépendances et complémentarités techniques peuvent être un facteur « objectif » à la stabilisation d'un réseau, en particulier quand le bien ou le service faisant l'objet de la transaction présente de fortes spécificités et n'est que faiblement substituable. Des raisons culturelles et anthropologiques peuvent tout aussi bien être invoquées. On connaît le rôle de certaines confréries dans des transactions commerciales et monétaires en Afrique de l'ouest, de même que les structures de famille « élargie » jouent un rôle important dans les routines commerciales en Asie du sud-est ou en Inde. Le problème ici est moins de déterminer a priori pourquoi on est confronté à des relations en réseau que de reconnaître que de multiples facteurs peuvent inciter des agents économiques à ne pas chercher à sortir de routines transactionnelles.
- 23 On suppose que (a) et (n) dépendent de la liquidité de l'économie (L), cette dernière étant définie comme le rapport entre l'agrégat monétaire pertinent pour l'économie considérée (soit M_0, M_1, M_2 ou M_3 suivant les institutions financières) et le PIB.
- 24 $a = f(L, I)$, où I est le taux d'inflation que l'on suppose lui aussi lié à (L). On peut alors réduire la fonction comme $a = f(L, La)$ avec $a = 0$ pour $L = 0$ (il n'y a pas de préférence pour la liquidité dans une économie qui ignore la liquidité) et a tendant vers 0 pour L tendant vers $+\infty$.
- 25 De même, $n = f(L)$ avec $n = 1$ pour $L = 0$ (en l'absence de liquidité, le risque d'impayé monétaire est égal à 1) et $f' < 0$.
- 26 On obtient alors les courbes ci-dessous.

- 27 En ce qui concerne la courbe $(a+c)$, si $L = 0$, alors par hypothèse $a = 0$. Mais, s'il n'y a plus de transactions monétaires (car il n'y a plus de monnaie), alors il n'y a plus de coût de transaction d'un contrat en troc, car il n'existe pas de forme alternative de transaction nous permettant de définir ce que serait un coût de transaction dans ce cas. Donc, si $L = 0$, $a+c = 0$.
- 28 Quand L tend vers l'infini, la préférence pour la liquidité (a) tend vers 0. Si la préférence pour la liquidité est très faible comme dans le cas précédent, le coût de transaction d'un contrat en troc est aussi faible (faiblesse de la base de comparaison et multiplication des contrats en troc). On en déduit que quand L tend vers l'infini, $a+c$ tend vers 0.
- 29 Quant au maximum de $(a+c)$, il est facile de montrer que dès qu'une économie devient liquide ($L > 0$), la préférence pour la liquidité (a) tend vers 1. Le coût de transaction d'un contrat en troc augmente aussi rapidement au fur et à mesure que les agents se dégagent du troc. La forme ici adoptée paraît donc réaliste.
- 30 La courbe (n) tend, elle, vers une valeur constante quand L tend vers l'infini. En effet, même si la liquidité de l'économie est forte, il existera toujours un petit nombre d'agents qui feront défaut tant que des contrats se dérouleront en monnaie. La forme de (n) dépend directement des institutions chargées du respect des contrats. Plus ces institutions seront faibles, plus cette courbe sera plate.
- 31 L'existence d'un point d'intersection entre les deux courbes, $n = (a+c)/2$, est une hypothèse réaliste minimum. Pour obtenir une situation telle que $n > (a+c)/2$ et ce quel que soit L , il faudrait supposer que la probabilité de défaut est toujours la plus élevée possible, autrement dit que personne ne respecte un contrat monétaire, même quand la préférence pour la monnaie est forte. Ceci est clairement irréaliste.
- 32 L'acceptation d'une transaction en troc est alors déclenchée, soit par un excès de liquidité (point $L2$), ce qui correspond à la vision classique de la théorie monétaire, le troc répond alors à une perte de valeur de la monnaie dans une situation d'hyperliquidité qui en général prend la forme d'une hyperinflation, soit par une pénurie de liquidité (point $L1$). L'espace des transactions monétaires est donc compris entre ces deux bornes et correspond à la zone hachurée. Si les coûts de transaction du troc tendent vers 0, sous l'effet par exemple du développement de réseaux et de l'accumulation progressive des

connaissances nécessaires pour opérer dans de telles conditions, cet espace tend à diminuer (L1'-L2'). Ceci pourrait être compensé par une modification de la courbe du risque des impayés (de n vers n').

- 33 Un durcissement des dispositions légales pesant sur les mauvais payeurs accroîtrait la zone des transactions monétaires (L1"-L2") mais principalement vers la droite du diagramme, c'est-à-dire pour les situations de forte liquidité. Elle serait très probablement peu efficace dans les situations de très faible liquidité, ou de politique monétaire exagérément restrictive, en raison de la nature de la formation des anticipations. Ainsi, la lutte contre la « barterisation » de l'économie ne peut que secondairement s'appuyer sur le renforcement du droit des transactions et doit passer, d'abord et avant tout, par la sortie de la situation de sous-liquidité.

II. Quelles extensions au modèle ?

- 34 Si le développement du troc en Russie entre 1992 et 1998, puis sa contraction ultérieure, ont indéniablement été des éléments dérangeants du point de vue de la théorie monétaire standard, un autre aspect dérangeant du troc est son développement au sein d'économies qui ne connaissent ni inflation galopante, ni crise généralisée du système des institutions, ni remise en cause brutale des échelles de prix relatifs. Ceci va bien au-delà des réseaux locaux d'échange (les SEL soutenus par les tenants de l'économie alternative) qui concernent en général une population très fragilisée économiquement et socialement.
- 35 Aux Etats-Unis, on estime à 450 000 les entreprises qui y recourent², et en France (pays considéré ici comme en retard sur la Grande-Bretagne et l'Allemagne dans le développement du troc entre entreprises) 6 000 entreprises se livrent régulièrement au troc tandis que sans doute plusieurs dizaines de milliers le pratiquent de manière épisodique. Le troc est parfaitement légal tant qu'il donne lieu à facturation.
- 36 Ce troc est clairement distinct des pratiques de *clearing* qui existent pour les grandes entreprises de négoce international. Il concerne ici avant tout les PME et PMI et se développe depuis le secteur des services (agences de marketing, agences de tourisme, coursiers, imprimeurs) vers des secteurs du transport et de la production (en particulier le mobilier de bureau mais aussi d'habitation).
- 37 L'analyse des raisons du développement de ces pratiques fait apparaître les demandes et les contraintes suivantes :

Tableau 1. Contraintes et incitations au passage à des règlements en troc

	Agent vendeur	Agent acheteur
Incitation	Trouver de nouveaux clients. Faciliter le déstockage, en acceptant des réductions de prix. Valoriser un produit innovant peu connu de la clientèle ou une offre de services liée à un produit.	Economiser le cash ou le « quasi » cash et préserver la trésorerie. Trouver des produits à des prix plus faibles que ceux du marché « normal ».

Contrainte	Trouver un débouché ou une utilisation aux produits acquis en paiement.	Trouver des partenaires acceptant la compensation en bien dans des transactions différées.
-------------------	---	--

- 38 Ceci permet de distinguer certaines caractéristiques de ces transactions. D'une part, la contrainte de liquidité apparaît clairement, que ce soit pour un acheteur prêt à payer certes mais sans toucher à ses réserves liquides, ou pour un vendeur potentiel qui souhaite trouver rapidement de nouveaux clients ou déstocker et entend ainsi éviter des coûts potentiels. Dans ces deux cas on peut penser que des taux d'intérêt plus bas, ou une disponibilité plus grande des banques à accorder du crédit à des PME, diminuerait l'incitation. Ce qui est en cause, alors, c'est une politique macroéconomique inadéquate ou un mode de fonctionnement des banques qui ne correspond pas à la réalité du tissu économique qu'elles doivent servir.
- 39 Par contre, l'incitation de valorisation d'un produit nouveau est très certainement indépendante de toute contrainte directe de liquidité. Cette contrainte de liquidité peut induire des rapports de prix différents de ceux des transactions monétaires. La dimension « changement des prix relatifs » apparaît donc bien ici. Ceci soulève le problème fondamental de la valorisation dans des échelles multiples de prix relatifs, d'un bien jusqu'alors inconnu pour les échangistes. La fixation d'un prix monétaire au sens traditionnel du terme semble exiger une connaissance partagée qui, si elle se vérifie dans un univers stationnaire (par ailleurs celui de la théorie néo-classique qui nie l'importance de la monnaie), est radicalement mise en cause par l'invention. L'inventeur est alors soumis à forte contrainte dans son rapport de force avec les producteurs de biens déjà existants. La monnaie, au lieu de permettre une meilleure gestion de cette violence fondamentale de l'échange, l'amplifie au point que l'échange ne peut avoir lieu qu'en sortant de la monnaie.
- 40 D'autre part, l'existence de mise en réseau par le biais d'internet, en faisant baisser le coût de transaction d'une opération en troc, facilite grandement le développement de ces pratiques. Des sociétés comme Barterforum en France se développent grâce à ce créneau. L'extension des réseaux de pratiquants réguliers du troc passe par une circulation d'informations relativement complexes tant sur les produits qui sont susceptibles de circuler que sur les services connexes à ces produits. De ce point de vue l'internet est à l'évidence un bon média. Néanmoins, la pratique du troc exige l'acquisition de connaissances spécifiques. Il y a bien un « coût d'entrée » pour une entreprise qui désire pénétrer dans ce système. Mais, une fois acquises ces connaissances, les transactions semblent profitables et le « coût d'entrée » est alors rapidement amorti. Les entreprises qui ont commencé à user du troc de manière marginale développent progressivement l'ampleur de leurs transactions sous cette forme.
- 41 Il y a clairement une articulation entre des dimensions macroéconomiques (la politique monétaire, les institutions de crédit et de paiement) et des contraintes microéconomiques pour les entreprises. On peut alors enrichir le raisonnement sur les points suivants.
- 42 A) Le recours à des règlements monétaires et comptables peut induire des coûts d'organisation particuliers, et ce notamment si la réglementation comptable est complexe. Ces coûts d'organisation pèsent d'autant plus que la firme est de petite taille. Si les transactions sont particulièrement routinières et si les rapports d'échange sont considérés comme indiscutables entre les partenaires, alors le recours à des échanges non

monétaires peut s'avérer moins coûteux, en terme de dépense monétaire et organisationnelle, que le règlement monétaire. Paradoxalement, le troc apparaît ici comme simplificateur face à la monnaie, ce qui est l'inverse de la thèse traditionnelle.

- 43 B) La nature plus ou moins routinière des transactions renvoie à deux logiques différentes. La première est technique. Les transactions dépendent alors d'une forme de la division du travail qui pourrait être internalisée le cas échéant. Le degré de liberté des partenaires dans la transaction est en fait très limité par les spécialisations techniques. Sa monétarisation peut être considérée comme formelle, dictée uniquement par une optimisation – temporaire – du mode d'organisation des entreprises. Concrètement les deux partenaires de la transaction pourrait fusionner en une seule entreprise. La seconde logique renvoie à l'existence d'un groupe restreint de partenaires, dits partenaires habituels, en raison d'un problème général de confiance et de l'importance des connaissances tacites dans la construction de cette confiance. La stabilité des rapports d'échange est ici moins dictée par un impératif technique que par la constitution de rapports sociaux particuliers basés sur des capacités réciproques de dissuasion (*tit for tat*). Il y a un *lock-in* dans les transactions qui peut être aussi contraignant que dans la première logique, mais dont les fondements sont radicalement différents.

III. Troc et monnaie, un compagnonage obligé ?

- 44 Il faut alors revenir sur les caractéristiques et du troc classique, celui qui accompagne en général les hyperinflations, et du troc qui se développe en dehors de ces circonstances particulières.
- 45 Les différences notables que l'on constate, que ce soit dans le cas de la Russie ou dans celui du développement du troc dans nos propres économies montrent que ce troc hors hyperinflation témoigne d'un compagnonage avec la monnaie. Sauf conditions d'une forte aggravation de la situation économique ou institutionnelle, ce qui fluctue c'est le rapport des forces entre le troc et la monnaie, mais il n'y a pas de tendance à l'éviction totale de l'un par l'autre. Cette situation tend à accréditer l'idée que la monnaie serait – a contrario des thèses l'assimilant à un élément clé de la modernité économique et sociale³ – irrémédiablement incomplète dans ses fonctions. Ceci remet en cause les représentations traditionnelles opposant le troc, considéré comme archaïque ou inefficace par essence à la monnaie considérée comme moderne et vecteur d'efficacité.

Tableau 2. Fonctions résiduelles de la monnaie suivant la nature du troc

Situation Fonctions de la Monnaie.	Troc « classique » en hyperinflation	Troc hors hyperinflation
Instrument d'échange	Non (par refus du vendeur d'accepter un paiement en monnaie).	Non (par souhait de l'acheteur de ne pas se dessaisir de la monnaie).
Instrument de compte	Non, dans la monnaie soumise à l'hyperinflation. Oui dans une devise étrangère.	Oui, mais avec un système de prix multiples.

Réserve de valeur	Non, dans la monnaie soumise à l'hyperinflation. Oui dans les devises étrangères et les marchandises à écoulement facile.	Oui, mais partielle car les stocks de marchandises sont survalorisés.
--------------------------	--	---

- 46 Plus globalement, on constate que l'usage de la monnaie n'a les qualités de simplification et de généralisation que lui attache la théorie économique que dans certaines conditions. La question des « libertés de transaction » (contracter quand on veut/avec qui on veut) n'est pas secondaire, et elle n'est jamais tranchée d'avance (Sapir, 2000).
- 47 La nature même des obstacles à l'usage plein et entier de ces deux libertés de transaction mérite attention.
- 48 La multiplication des obstacles tant techniques que institutionnels à un usage des deux libertés de transaction réduit l'espace de fonctionnement optimal de la monnaie. Ces obstacles peuvent être assimilés à des incomplétudes et des imperfections du marché. On sait, alors, que le recours à une logique pure de marché devient inefficent (Green, 1977 ; Jordan & Radner, 1982). Pousser à un usage systématique de la monnaie dans ces conditions, par exemple en réprimant administrativement ou fiscalement des pratiques de troc, pourrait aboutir à aggraver les inefficiences et non à les résorber.
- 49 L'évaluation des opportunités offertes par ces « libertés » n'est elle-même pas indépendante du contexte dans lequel l'agent s'insère, et en particulier du degré de contrainte que fait peser sur lui directement la politique monétaire. Une contrainte de liquidité trop forte ne se traduit donc pas par un accroissement proportionnel du coût de la liquidité ou du risque de transaction mais par des accroissements qui peuvent être plus que proportionnels, entraînant de véritables ruptures qualitatives. Ainsi, le troc, même quand il s'accompagne de l'usage formel de la monnaie comme unité de compte, a pour effet d'enraciner des situations de prix multiples dans les échanges. Ces situations contribuent à rendre inefficentes les logiques pures de marché et de concurrence (Salop, 1976 ; Salop & Stiglitz, 1977).
- 50 En effet, dans les conditions figurant dans le tableau qui suit, les pratiques d'arbitrages deviennent contre-productives en matière de dégagement d'un équilibre. Les phénomènes de faible substituabilité et d'imparfaite divisibilité (phénomènes courants et normaux dans le monde de la production industrielle), les obstacles inévitables à l'obtention des informations, les différences qui existent entre les agents dans les processus informationnels, sont souvent endogènes à la nature des biens échangés. Ils ne sauraient être résorbés par de simples changements dans la structure de la propriété ou par le développement d'activités d'arbitrage. Au contraire, ces dernières n'améliorent pas l'information mais permettent la captation de rentes par des agents non-productifs. Les pratiques de négociations bilatérales, qui peuvent facilement déboucher sur le troc, sont au contraire des réponses logiques et efficientes dans de telles situations (Mitchell, 1979).

Tableau 3. Limites à l'exercice des libertés de transaction

	Obstacles techniques	Obstacles institutionnels
--	----------------------	---------------------------

Liberté de contracter avec qui on veut	<p>Contrainte technique en approvisionnement (qualité du produit demandé) entraînant une faible substituabilité du fournisseur ou de l'entrant.</p> <p>Situation de monopole technique (brevet) pour l'entrant.</p> <p>Spécificité des actifs matériels ou immatériels (connaissances).</p>	<p>Contrats de long terme avec clauses préférentielles.</p> <p>Absence de confiance généralisée entre les contractants potentiels et défaut de circulation des connaissances pertinentes (importance des effets de réputation).</p> <p>Institution de monopoles.</p>
Liberté de contracter quand on veut	<p>Cycle temporel de production contraignant.</p> <p>Faible divisibilité du produit ou de l'entrant imposant des transactions en sauts discrets.</p> <p>Degré de périssabilité du produit.</p> <p>Contrainte de reproduction des agents.</p>	<p>Impossibilité de financer un relais temporel faute d'institutions de crédit.</p> <p>Impossibilité de renégocier les contrats.</p> <p>Impossibilité d'obtenir des couvertures-risques sur le futur.</p>

IV. Enchâssement et limites de la monnaie

- 51 On arrive donc à un résultat paradoxal, mais essentiel. **La nature privée de l'initiative, combinée à son insertion sociale, rend à la fois la stabilité monétaire souhaitable et inutile si elle se paye d'une contrainte de liquidité trop forte.** La stabilité de la monnaie n'est donc pas un objectif vers lequel il faudrait tendre à tout prix (si l'on ose dire...).
- 52 Les agents privés désirent naturellement que l'instrument des échanges soit stable, mais ils désirent aussi d'autres choses en matière de contexte de leurs activités économiques. Ce constat n'est en rien révolutionnaire. Les économistes standards pourraient, bien entendu, accepter l'idée que la stabilité de la monnaie soit une préférence parmi d'autres pour les agents économiques. Ils ajouteraient, alors, qu'elle est la condition première, au nom tout à la fois de l'indépendance de la formulation des échelles de préférence par rapport aux contextes et de l'hypothèse de transitivité des préférences. C'est ici qu'il faut se séparer de l'économie standard. En effet, les hypothèses concernant les préférences individuelles, formulées dès le début de l'utilitarisme et systématisées avec l'économie marginaliste (Menger) et néoclassique (Walras), ont été expérimentalement invalidées⁴. La hiérarchie des préférences fluctue souvent brutalement (Lichtenstein & Slovic, 1971, 1973), elle est fonction des contextes et de la formulation des problèmes à résoudre (Tversky & Kahneman, 1986 ; Tversky, 1996), la transitivité n'est pas vérifiée de même que la monotonie temporelle (Kahneman & alii, 1993). Ces résultats sont essentiels d'un point de vue théorique. Si la tradition marginaliste et néoclassique en économie a eu raison de poser le problème du modèle de comportement de l'acteur individuel, elle a erré en supposant ce modèle de comportement autonome de toute interaction sociale, face à une tradition sociologique (Durkheim, Dewey) mais aussi économique (Marx, Veblen, Commons et Keynes) qui défendait le contraire. Confronté avec l'invalidation expérimentale des hypothèses de base du postulat d'autonomie (qui fonde l'individualisme méthodologique) les économistes se situant dans ces deux traditions ont

adopté le plus souvent l'attitude pour le moins étrange, de la part de scientifiques, de la dénégation⁵.

- 53 On doit ici ajouter que cette dénégation se retrouve aussi dans certains écrits hétérodoxes. Dans un ouvrage récent M. Aglietta et A. Orléan soutiennent que l'hypothèse d'une stabilité des préférences individuelles serait concevable dans une économie marchande pleinement constituée (2002 : 21). Une telle analyse revient soit à nier le phénomène du *framing effect* mis en évidence dans les expériences de Tversky et Kahneman, soit à supposer que l'économie marchande est un méta-contexte dans lequel tous les autres se sont dissous. La première branche de l'alternative est pour le moins étrange de la part d'auteurs qui affirment leur opposition à la pensée standard. Mais la seconde branche ne l'est pas moins. Supposer que l'économie marchande soit un contexte au sens de ceux étudiés en psychologie expérimentale reviendrait à postuler une transparence de la totalité des comportements humains face à la relation marchande. Seulement, si tel était le cas, ces comportements seraient parfaitement prévisibles et l'incertitude aurait entièrement disparu. Dans ce cas, la monnaie serait inutile et l'on serait revenu au monde de la théorie néoclassique que nos auteurs récusent par ailleurs.
- 54 Si on admet que l'évolution du contexte modifie la hiérarchie des préférences, on peut alors comprendre pourquoi, dans certaines circonstances, la stabilité de la monnaie cesse d'être plus désirable que l'accès à la liquidité ou que cette stabilité ne soit plus perçue comme une garantie de la stabilité des transactions. On peut alors comprendre pourquoi, en certaines circonstances, se développent des comportements de défiance vis-à-vis d'un instrument monétaire devenu trop rigide et trop contraignant. L'insertion dans un cadre social donné peut alors se faire de manière moins coûteuse dans des proto-organisations ou dans des réseaux stabilisés. Elle devient alors une alternative crédible à l'insertion directe par un marché indifférencié.
- 55 Une remarque analogue peut être faite en ce qui concerne le rôle du troc (et de la monnaie) dans l'évolution des prix relatifs. Une stabilité croissante du niveau absolu des prix rend plus difficiles les évolutions des prix relatifs. En effet, en situation d'inflation relativement forte on peut assister à des baisses conséquentes de prix relatifs simplement par le fait que certains produits augmentent bien moins vite que d'autres. Le recours au troc en situation de baisse de l'inflation peut aussi se comprendre comme une volonté de retrouver des marges de manœuvre en terme de prix relatifs (Woodruff, 2002 ; Mestre, 2002). Cette constatation renforce notre conclusion que la stabilité monétaire n'est pas souhaitable par dessus tout. Mais elle a une implication anthropologique qui est loin d'être négligeable. Si, à un moment donné, les échanges monétaires deviennent insupportables, ceci revient à dire que – contrairement aux thèses inspirées de l'anthropologie catholique de René Girard et que défendent Aglietta et Orléan (2002) – la monnaie ne saurait dévier la violence du conflit entre parties prenantes d'une transaction. C'est l'assimilation de la monnaie au bouc émissaire dans une transaction décrite comme une forme de la scène primordiale de la société marchande qui est alors révoquée en douce.
- 56 Ceci montre que la monnaie ne peut ni sublimer ni se substituer à des liens sociaux qui coexistent et pré-existent. Elle peut en modifier les conditions de fonctionnement, mais elle en est dépendante. Il y a donc une véritable dialectique de la monnaie, que toute tentative de réduction – qu'elle soit néoclassique ou autre – mutile, conduisant à reproduire un aveuglement sur la nature réelle des relations monétaires. C'est

certainement l'un des apports théoriques fondamentaux de l'étude de la transition en Russie.

BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA M., ORLÉAN A., 2002. *La monnaie entre violence et confiance*. Paris, Odile Jacob.
- BRANA S., MESNARD M. & ZLOTOWSKIY. (dir), 2002. *La transition monétaire russe – Avatars de la monnaie, crises de la finance*. Paris, L'Harmattan.
- DEUTSCHMAN C., 1996. « Money as a Social Construction: On the Actuality of Marx and Simmel », *Thesis Eleven*, 47 (nov.) : 1-19.
- GADDY C. G., ICKESB. W., 1998. « Russia's Virtual Economy », *Foreign Affairs*, vol. 77, 5 (sept.-oct.) : 53-67.
- GREEN J., 1977. « The Non Existence of Informational Equilibria », *The Review of Economic Studies*, vol. 44 : 451-463.
- HAUSMAN D., 1992. *The Inexact and Separate Science of Economics*. Cambridge/Londres, Cambridge University Press.
- JORDAN J. S., RADNER R., 1982. « Rational Expectations in Microeconomic Models: an Overview », *Journal of Economic Theory*, vol. 26 : 201-223.
- KAHNEMAN D., FREDERICKSON D. L., SCHREIBER C.A., REDELMEIER D. A., 1993. « When More Pain is Preferred to Less: Adding a Better End », *Psychological Review*, 4 : 401-405.
- LICHTENSTEIN S., SLOVIC P., 1971. « Reversals of Preference Between Bids and Choices in Gambling Decisions », *Journal of Experimental Psychology*, vol. 89 : 46-55.
- LICHTENSTEIN S., SLOVIC P., 1973. « Reponse-Induced Reversals of Preference in Gambling and Extended Replication in Las Vegas », *Journal of Experimental Psychology*, vol. 101 : 16-20.
- MARIN D., 2000. « Trust vs Illusion: What is Driving Demonetization in Russia? », *Discussion paper Series*, 2570 (sept.). Londres, CEPR.
- MESTRE G., 2002. « Le troc : pratique inévitable dans la filière textile-habillement » in BRANA S., MESNARD M. & ZLOTOWSKI Y. (dir), *opus cit.* : 103-130.
- MITCHELL T., 1979. *Concession Making as a Determinant of Vertical Trade Relationships*, PhD Toronto, York University.
- MOGE-MASSON S., 2002. « Le troc séduit aussi les entreprises », *Action Commerciale*, 219 (mai) : 66-67.
- ROZANOVA I. M., 1998. *Al'ternativnye formy finansovykh rascetov mezdu predpriyatiyami* [Les formes alternatives de règlements financiers entre les entreprises], *Problemy Prognozirovaniya*, 6 : 96-103.
- SALOP S., 1976. « On the Non-Existence of Competitive Equilibrium ». Federal Reserve Board, St. Louis.
- SALOP S., STIGLITZ J., 1977. « Bargains and Ripoffs: A Model of Monopolistically Competitive Price Dispersion », *Review of Economic Studies*, vol. 44 : 493-510.

SAPIR J., 1998. « Théorie de la régulation, conventions, institutions et approches hétérodoxes de l'interdépendance des niveaux de décision », in FORUM / A. Vinokur (ed.), *Décisions économiques*. Paris, Economica : 169-215.

SAPIR J., 2000. *Les trous noirs de la science économique*. Paris, Albin Michel.

SAPIR J., 2002. « Troc, inflation et monnaie en Russie : tentative d'élucidation d'un paradoxe », in BRANA S., MESNARD M. & SIMMEL G., 1978. *Philosophy of Money*. Londres, Routledge, (première éd. en allemand, 1900).

TVERSKY A., 1996. « Rational Theory and Constructive Choice », in ARROW K. J., COLOMBATTO E., PERLMAN M. & SCHMIDT C. (eds), *The Rational Foundations of Economic Behaviour*. Basingstoke – New-York, Macmillan & St. Martin's Press.

TVERSKY A., KAHNEMAN D., 1986. « Rational Choice and the Framing of Decisions » *Journal of Business*, vol. 59, 4, part-2 : 251-278.

WOODRUFF D., 2002. « Monnaie, troc et place de Gazprom dans l'économie russe » in BRANA S., MESNARD M. & ZLOTOWSKI Y. (dir), *op. cit.* : 83-102.

ZLOTOWSKI Y. (dir), *La transition monétaire russe – Avatars de la monnaie, crise de la finance*. Paris, L'Harmattan : 49-82.

NOTES

1. Voir les premiers chapitres de Brana, Mesnard & Zlotowski (2002).
2. Source : Moge-Masson (2002 : 66-67), et interview des responsables de Barterforum.
3. Voir par exemple Simmel (1978) et la discussion dans Deutschman (1996).
4. Pour une discussion des apports de la psychologie expérimentale à l'analyse économique de la décision. Voir Sapir (1998).
5. Voir l'analyse de ce processus dans Hausman (1992 : chap. 13).

RÉSUMÉS

Le développement du troc dans les échanges en Russie entre 1992 et 1998 soulève un problème théorique majeur. L'interprétation traditionnelle du troc, qui analyse son développement comme une réaction à une perte de confiance dans une monnaie, semble impuissante à rendre compte de ce phénomène, ainsi que du développement du troc dans des économies développées ces dernières années. À partir d'une approche microéconomique, on met en évidence la conjonction d'un problème d'incertitude sur les transactions, lié à des structures asymétriques d'information et des coûts de transaction élevés induits par des formes spécifiques de la division du travail, avec un problème de contrainte de liquidité comme facteur du développement du troc. Ce dernier suppose alors l'existence de structures de confiance dont l'origine n'est ni monétaire ni même économique. Le troc apparaît alors non comme une alternative à la monnaie mais comme un compagnon obligé.

The development of bartering in exchanges in Russia between 1992 and 1998 raises a major theoretical problem. The traditional interpretation of bartering, which analyses its development as a reaction to a loss of confidence in a currency, seems unable to account for this phenomenon, as well as the development of bartering in developed economies over the past few years. Using a micro-economic approach, we highlight the conjunction of a problem of uncertainty regarding transactions, linked to asymmetrical information structures and high transaction costs resulting from specific forms of the division of labour, with a problem of liquidity constraint as a factor in the development of bartering. The latter thus presupposes the existence of structures of trust, the origin of which is neither monetary nor economic. Bartering thus appears not as an alternative to money but as a necessary companion.

INDEX

Mots-clés : confiance, liquidité, monnaie, réseaux, Russie, troc

Keywords : barter, currency, liquidity, networks, Russia, trust

AUTEUR

JACQUES SAPIR

CEMI-EHESS